Document généré le 6 août 2025 07:56

Cahiers de géographie du Québec

Agriculture et réforme agraire en Bolivie

Fernand Grenier

Volume 9, numéro 17, 1964

URI : https://id.erudit.org/iderudit/020525ar
DOI : https://doi.org/10.7202/020525ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Grenier, F. (1964). Agriculture et réforme agraire en Bolivie. *Cahiers de géographie du Québec*, *9*(17), 25–39. https://doi.org/10.7202/020525ar

Résumé de l'article

One of the major impacts of the Bolivian revolution of 1952 was felt in the rural areas of this country where the campesinos still represent two thirds of the total population. In the first part of this article the various agricultural regions of Bolivia are presented with their main characteristics : the altiplano, the yungas and the lowlands of the Oriente. The effects of the agrarian reform undertaken in January 1953 are then examined. During the first years of the reform the subdivision of properties contributed to extend a subsistence economy and there were movements of résistance from the major landowners as well as from the traditional Indian communities known as the ayllus. Colonization of the fertile Oriente, mainly in the region of Santa Cruz, was an alternative which had some interesting results. Despite its limited success the experience of agrarian reform has led the Government to undertake in 1962 a new ten-year plan whose objectives are the continuation of the agrarian reform together with expansion of agricultural productions and colonization.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1964

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

AGRICULTURE ET RÉFORME AGRAIRE EN BOLIVIE

par

Fernand GRENIER

Institut de géographie, université Laval, Québec

La Bolivie apparaît comme une sorte de défi à la géographie.[1] Pays « méditerranéen », l'un des rares en Amérique du Sud à ne pas posséder d'accès direct à la mer, elle n'en tire pas moins l'essentiel de ses revenus de l'exportation des minerais, de l'étain tout particulièrement.[2] Cela l'oblige à emprunter des voies de passage et à louer des quais du Chili et du Pérou, ses voisins, au profit desquels elle a perdu autrefois son littoral du côté du Pacifique. Bien qu'elle soit de position entièrement tropicale, la Bolivie possède des régions aux climats très contrastés et cela s'explique avant tout par la majestueuse ampleur des Andes qui couvrent toute la portion occidentale du pays. Des montagnes élevées, froides et sèches encerclent les hauts plateaux arides et balayés par des vents crus. Ces hauts plateaux, désignés localement sous le nom d'*altiplano*, portent tout de même l'essentiel de la population et à peu près toutes les grandes villes du pays. Les régions basses du pays, plus étendues mais moins peuplées, occupent tout l'est au contact du Brésil et du Paraguay ; dans la moitié septentrionale de l'Oriente, le climat est chaud et très humide tandis que le Chaco, au sud, forme une zone semi-aride.[3]

Les caractères humains ne le cèdent en rien aux traits physiques sur le plan de l'originalité et des contrastes. La Bolivie, en effet, est un pays essentiellement « indien » dans une Amérique dite « latine ».[4] Un pourcentage élevé de la population parle toujours des langues comme l'aymara et le quechua et ignore l'espagnol. Ajoutons que ces populations indiennes présentent entre elles des différences considérables sur le plan racial aussi bien que linguistique, social, économique et culturel. Dans une Amérique que les Européens n'ont découverte que depuis quatre siècles et demi, la Bolivie possède des civilisations traditionnelles qui s'appuient sur plusieurs millénaires d'histoire, d'acclimatation et d'occupation du sol.

Disons, enfin, que la Bolivie est encore largement sous-développée sur le plan technique et économique.[5] L'alimentation y est insuffisante et de qualité fort médiocre. La mortalité reste très élevée dans ce pays où la durée moyenne

---

[1] Le meilleur ouvrage d'ensemble sur la Bolivie est celui de Harold OSBORNE, *Bolivia. A Land Divided* (Londres, Royal Institute of International Affairs, 1re édition 1954).

[2] L'étain représentait 64.8% de la valeur totale des exportations boliviennes en 1960 (*Statistical Abstract of Latin America*, 1962, tableau 48).

[3] Il est inutile de citer des chiffres de population car le dernier recensement date de 1950. La population actuelle peut être estimée à 3,700,000.

[4] Au recensement de 1950, la population indienne est évaluée à 63% de la population totale. En réalité, ce pourcentage peut être porté à plus de 90% car les *cholos* sont d'un type physique beaucoup plus près de l'Indien que du Blanc.

[5] On admet généralement que le revenu moyen par habitant en Bolivie est à peu près le quart du revenu moyen par habitant en Amérique latine.

de la vie humaine ne dépasse guère trente ans. La fréquence des perturbations politiques, pour ne pas dire des révolutions, toutes plus nécessaires les unes que les autres, a introduit une grave discontinuité dans l'évolution de ce pays vers le progrès social et économique.[6]

C'est dans ce contexte que nous désirons présenter les problèmes de la réforme agraire entreprise depuis maintenant dix ans. Question fort importante puisque, au recensement de 1950, le dernier en date, on estimait que près de 80% de la population vivait, ou tout au moins essayait de vivre, de l'agriculture et des activités économiques connexes. Question fort importante également, puisque l'on a calculé, en 1958, que 20% du revenu national bolivien servait à payer les seules importations de blé à l'étranger.[7] On dit pourtant, non sans raison d'ailleurs à certains points de vue, que la Bolivie possède d'immenses possibilités agricoles. Malgré tout, deux pour cent seulement du territoire est effectivement cultivé . . . Comment s'explique cette situation paradoxale et quels sont les fondements de la réforme agraire ?

I. L'ŒKOUMÈNE AGRICOLE BOLIVIEN [8]

L'œkoumène agricole bolivien comporte essentiellement trois grandes régions :

1. *La région des Hauts-plateaux* (*altiplano*) qui fait 15% seulement de la superficie du pays, mais groupe 49% de la superficie des terres cultivées.

Il s'agit donc de la région la plus importante présentement et depuis toujours. Les plus grandes densités de populations agricoles de toute la Bolivie se trouvent dans les environs du lac Titicaca. Entre 2,800 et 3,500 mètres d'altitude, les cultures qui réussissent le mieux sont celles de la pomme de terre dont on connaît 246 variétés, de la *oca*, qui est également un tubercule, et de la *quinua*, une graminée à grains rougeâtres qui est la base de l'alimentation indigène. Ces cultures étaient déjà pratiquées à l'époque précolombienne. On y a ajouté, depuis, quelques rares légumes et l'orge qui peut être une culture importante dans certaines zones. Au-dessus de 3,500 mètres, on ne pratique plus guère qu'un élevage extensif qui porte essentiellement sur le lama et l'alpaca auquel s'ajoutent quelquefois le mouton et quelques très rares bovins non producteurs de lait.

Au total, il s'agit d'une agriculture difficile à cause d'un cortège de facteurs que nous ne ferons que mentionner :

1° La pauvreté organique des sols, tout d'abord, qui force à l'utilisation incomplète de la terre et impose, après une année de culture, de longues périodes de repos, 5 à 6 ans en général, mais jusqu'à 10 ans dans certains cas.

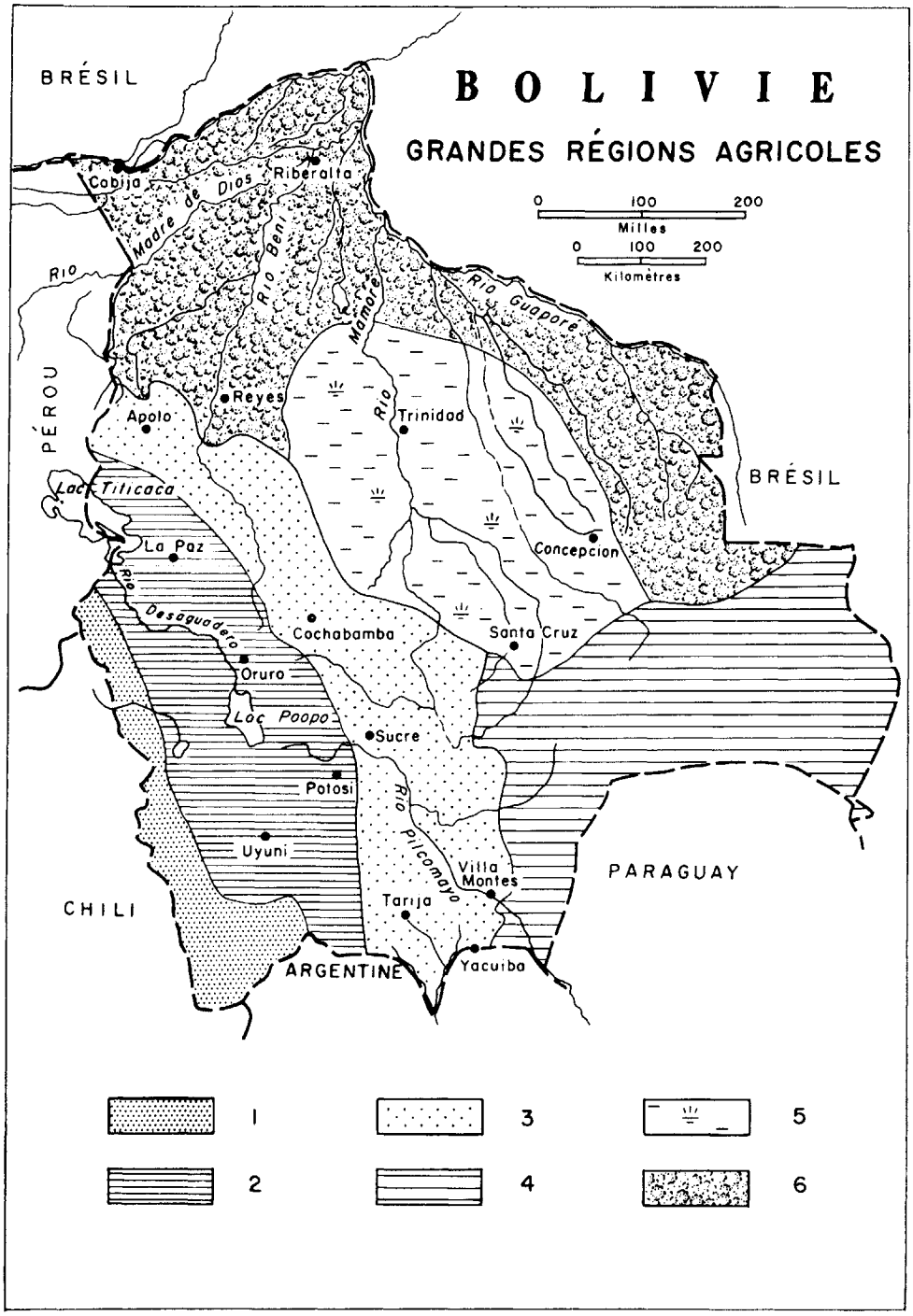
---

[6] Depuis l'indépendance, en 1825, jusqu'en 1952, la Bolivie a connu en moyenne une révolution ou crise tous les neuf mois.

[7] BALDERRAMA G., Adalid, *La reforma agraria y la experiencia boliviana*, Editorial del Estado, La Paz, 1960.

[8] Sur toute cette question, voir *Report of the United Nations Mission of Technical Assistance to Bolivia* (New York, 1951) et H.-G. DION, *La agricultura en el Altiplano de Bolivia* (F. A. O., Rome, 1954).

FIGURE 1



1. Partie occidentale de la Cordillère des Andes ; 2. *Altiplano ;* 3. *Youngas* et Cordillère Royale ; 4. Chaco et bordure orientale des Andes ; 5. Steppes marécageuses ; 6. Forêt humide. (Carte établie d'après les documents de l'O.N.U., 1950.)

2° La pauvreté de la végétation qui ne favorise guère la reconstitution humique des sols. Par ailleurs, les engrais animaux sont fort rares. Les excréments séchés des lamas, par exemple, servent davantage comme combustible que comme engrais.

3° Les risques de gel sévère pendant l'hiver qui est la saison sèche.

4° Les risques de sécheresses prolongées pendant l'été qui est pourtant la saison humide.

5° Enfin, la sévérité de l'érosion par l'eau pendant les grosses pluies de l'été, et par le vent pendant l'hiver sec.

Concluons cette présentation de l'agriculture des hauts-plateaux par ces deux traits essentiels : premièrement, l'agriculture de l'*altiplano* en est une fondamentalement de subsistance, très faiblement commercialisée et qui ne fournit aucunement aux paysans la possibilité de se procurer convenablement les compléments alimentaires qui leur seraient nécessaires et qui peuvent être produits ailleurs dans le pays.

Deuxièmement, les Indiens actuels de l'*altiplano* ont perdu, au cours de l'histoire, la maîtrise si remarquable des techniques de l'eau, de l'irrigation et des cultures disposées en terrasses qui ont longtemps caractérisé les grandes civilisations des Andes jusqu'au temps des Incas. Sans doute, est-ce là un des effets de la colonisation espagnole qui a surtout orienté l'Indien des hauts-plateaux vers l'exploitation minière.[9]

2. La seconde grande région de l'œkoumène agricole bolivien est formée par les *Youngas* qui, sur 25% de la superficie du pays, rassemblent 40% des terres cultivées.

Les Youngas caractérisent la bordure orientale des Andes. Il s'agit essentiellement d'une collection de vallées souvent très encaissées dont les fonds se situent entre 1,000 et 2,000 mètres avec des dénivellations brusques et de fortes pentes sur quelques dizaines de kilomètres seulement. Certains replats inférieurs recouverts d'alluvions sont parmi les meilleures régions agricoles de Bolivie. C'est le cas du *valle* de Cochabamba.

Le climat n'est pas excessif et l'humidité est généralement suffisante. L'irrigation assure le complément d'eau nécessaire à la plupart des cultures caractéristiques des régions tropicales semi-arides ou même des régions méditerranéennes. On trouve la vigne et les agrumes à côté du blé, du maïs et d'un grand nombre de fruits et légumes. L'une des cultures commerciales les plus importantes est celle de la *coca* dont les feuilles séchées sont mâchées par les habitants des hauts-plateaux à cause de leurs propriétés anesthésiques. Les Youngas sont également un domaine d'élevage où les bovins jouent un rôle non négligeable dans la production à la fois de la viande et du lait.[10]

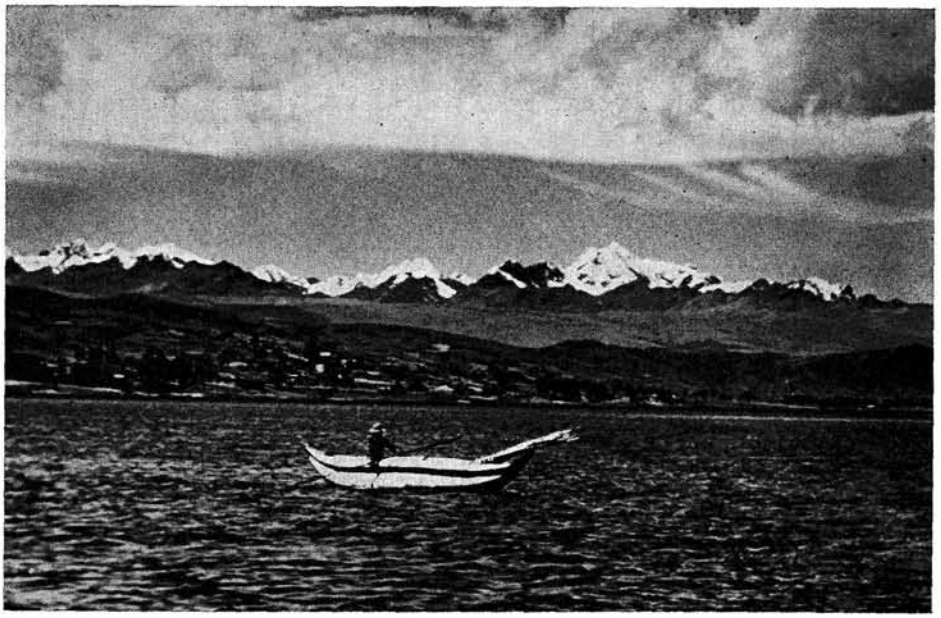
---

[9] On lira avec profit l'ouvrage de J. VELLARD, *Civilisations des Andes* (Paris, Gallimard, collection *Géographie humaine*, 1963).

[10] Il n'empêche que l'usine de fabrication de lait en poudre, construite à Cochabamba avec l'aide des Américains, ne trouve pas suffisamment de lait dans la région pour être rentable. Qui blâmera les habitants de Cochabamba de préférer le lait naturel ?

Le développement agricole des Youngas est limité par trois séries de facteurs. Tout d'abord, le régime de la propriété agraire, sur lequel nous reviendrons plus loin. En deuxième lieu, les sols fertiles des Youngas sont pratiquement entièrement occupés sinon totalement et excellemment cultivés. On estime, en effet, que l'érosion a déjà enlevé la moitié de la couche fertile des sols évaluée à 60 centimètres en moyenne. Enfin, les Youngas sont entourés par des régions qui ne stimulent guère le commerce : d'une part, par les hauts-plateaux pauvres et, d'autre part, par l'Oriente, faiblement peuplé et où se pratiquent par ailleurs plusieurs des mêmes cultures.

PHOTO I



Le lac Titicaca et ses environs. Sur les rives du lac se rencontrent quelques-unes des densités agricoles les plus élevées de Bolivie. Au premier plan, on voit un paysan utilisant une *balsa de totora*.

3. Enfin, la troisième grande région de l'œkoumène agricole bolivien est désignée sous le nom d'*Oriente*, ce qui est un terme vague un peu comme peut l'être, disons, le Nord pour le Canada.

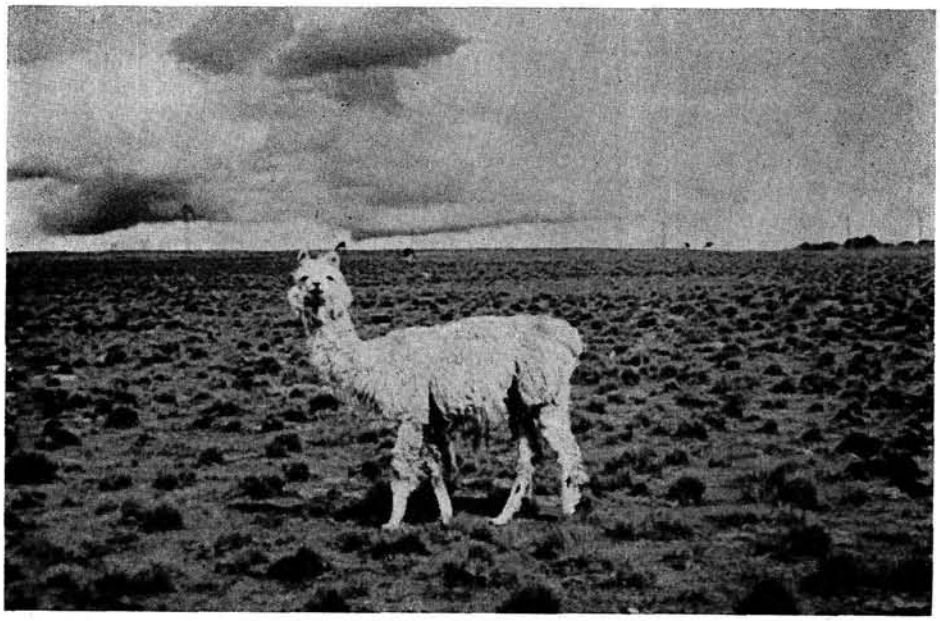
En fait, l'Oriente comprend deux parties bien distinctes : les *Llanos*, tantôt franchement humides et chaudes et rappelant les traits des pays amazoniens, tantôt seulement semi-humides. Région dont la mise en valeur agricole est peu avancée. Puis une section du Gran Chaco, ce qui en est resté à la Bolivie après une guerre bien connue contre le Paraguay, région semi-aride de peu d'importance agricole.

Au total, l'Oriente ne fait que 11% de la superficie cultivée alors qu'il compte pour près de 60% de la superficie totale du pays.

La zone agricole la plus importante de l'Oriente se trouve sans contredit aux environs de Santa Cruz, vieille ville coloniale, autour de laquelle se sont établies de grandes fermes qui se spécialisent dans la canne à sucre, le riz, le maïs, le manioc et la banane. L'alcool fabriqué dans la région de Santa Cruz monte sur les hauts-plateaux où il est fréquemment ajouté à la *chicha*, sorte de bière fabriquée par fermentation de la *quinua* ou du maïs.

Telle est la description sommaire des grandes régions qui composent l'œkoumène agricole de la Bolivie. Œkoumène dont les limites sont tantôt

PHOTO II



Sur l'*altiplano* bolivien, lama et maigre végétation.

l'altitude, tantôt le climat ou encore le relief et la végétation mais aussi, bien souvent, la difficulté des relations entre les diverses parties mal reliées de cet étrange pays.

II. LA RÉFORME AGRAIRE

D'après ce que nous venons d'exposer des caractéristiques des régions agricoles, il apparaît nettement que l'un des objectifs essentiels de la réforme agraire devait être le développement de la productivité agricole, dont l'une des conditions est évidemment le développement des communications dans le pays

aussi bien que l'expansion et la commercialisation des productions agricoles.[11] Mais, la réforme agraire dût s'attaquer également au régime de la propriété rurale dont voici quelles étaient les caractéristiques essentielles (tableau I).

Vers 1950, lors du recensement effectué dans le pays, on constata que 70% des terres cultivées appartenaient à la catégorie des *grandes exploitations*, généralement désignées sous le nom de *haciendas* (ou *fincas*) et dont la superficie pouvait varier entre 1,000 et 10,000 hectares. Les grands propriétaires, très souvent, n'habitaient pas leur ferme qui était administrée par une autre personne. L'exploitation de ces grandes fermes reposait sur l'utilisation d'une main d'œuvre agricole recrutée essentiellement parmi les Indiens.

PHOTO III

Yanquera dans les Carangas. Exemple de structure agraire. Les clôtures et les murs des maisons sont faits en *adobé* dont on voit les briques au premier plan.

Le deuxième type d'exploitation rurale était constitué par les *communautés indigènes*. En général, la propriété des pâturages, par exemple, était commune. Théoriquement, la terre était possédée collectivement par des groupes de familles formant des *ayllous*.[12] Ce type de propriété communautaire re-

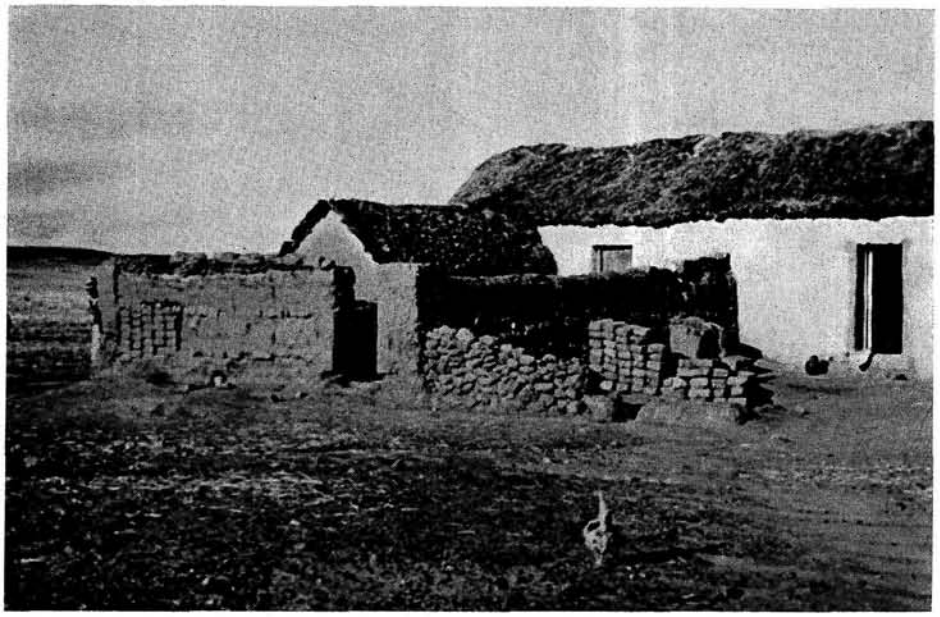
[11] Les documents sur la réforme agraire ont été réunis dans *El libro blanco de la Reforma agraria* (La Paz, Subsecretaria de Prensa, Informaciones y Cultura, s.d., 180 p.) et dans plusieurs autres publications officielles. On peut consulter un article commode d'Edmundo FLORES, *Land Reform in Bolivia*, dans *Land Economics*, vol. 30, n° 2, mai 1954, pp. 112-124.

[12] L'ouvrage classique à consulter sur les communautés indigènes est celui de Bautista SAAVEDRA, *El Ayllu. Estudios sociológicos* (La Paz, Gisbert y Cia, 3e éd. 1955, 160 p.).

monte très loin dans l'histoire des populations des hauts-plateaux boliviens, tandis que le régime de la grande propriété du type *hacienda* a été introduit par les Espagnols, bien qu'il ne soit pas impossible qu'une forme assez voisine de grande propriété ait déjà existé au temps des Incas.

Les antécédents de la réforme agraire en Bolivie remontent au moins à la fin du XIX^e siècle. Mais ce n'est qu'en 1945, lors du premier gouvernement du Mouvement national révolutionnaire (M. N. R.), que le président Villaroel décréta l'abolition du servage et la disparition des corvées de travail obligatoire et gratuit. L'application de ces mesures fut toutefois extrêmement lente et

PHOTO IV



Ferme typique à Chayanta dans le département de Potosí. Le toit de la maison est en chaume et les murs en *adobé*.

incomplète. Des abus nombreux furent d'ailleurs signalés et un nombre considérable d'amis du régime semble avoir profité de la situation pour s'approprier des terres communales et certaines parties des *haciendas*. Jusqu'en 1952, la Bolivie fut soumise à des agitations politiques extrêmement nombreuses et quelquefois violentes. En 1952, un nouveau gouvernement dirigé par Victor Paz Estenssorro décréta une série de mesures en faveur à la fois des ouvriers et des paysans. Ce fut tout d'abord la nationalisation de l'industrie minière, principale source des importations de devises dans le pays. Puis ce fut, dans les mois qui suivirent avril 1952, une série de décrets et de lois instituant une véritable réforme agraire. La date du 20 janvier 1953 peut être retenue puisque ce jour-là fut instituée la Commission de la réforme agraire que vinrent compléter,

par la suite, toute une série de services et de comités destinés à assurer la réalisation de la réforme agraire. Sur le plan idéologique, il n'est pas sans importance de signaler que cette réforme agraire s'est effectuée dans le contexte d'une politique d'inspiration socialiste qui avait comme objectif, en outre, la promotion de l'Indien.

Les bases officielles de cette réforme agraire sont exprimées dans ce texte du décret du 20 janvier 1953 : « Organisation du régime de propriété et tenure de la terre. Redistribution de la terre afin d'élever le niveau de vie des paysans, intensifier la production agricole et développer l'économie nationale. Moyens

PHOTO V

Champ de canne à sucre dans la région de Santa Cruz.

de faire disparaître les *latifundia*, les formes d'exploitations semi-féodales de la campagne. Relation de la production, des formes de travail, de la rémunération et de la protection du travailleur paysan. Habitations rurales. Assistance technique et crédits à l'agriculture. Usage et conservation des ressources naturelles. »

Parmi les dispositions les plus intéressantes de cette réforme agraire, il y a lieu de signaler celles qui se rapportent aux classes de propriétés agricoles. Ces classes sont au nombre de six :

a) D'abord le *solar* rural, c'est-à-dire la maison d'habitation entourée d'un petit terrain insuffisant pour faire vivre une famille ;

TABLEAU I

RÉPARTITION DES FERMES ET DE LA TERRE AGRICOLE EN FONCTION DE LA DIMENSION DES FERMES, BOLIVIE, 1950
(avant la réforme agraire)

DIMENSIONS DES FERMES (hectares)	NOMBRE DE FERMES		NOMBRE D'HECTARES	
	(en milliers)	pourcentage	(en milliers)	pourcentage
0 – 20	66	78	216	1
20 – 100	8	9	326	1
100 – 1,000	6	7	2,102	6
Plus de 1,000	5	6	30,099	92
Total	85	100	32,743	100

SOURCE : *Documentación básica, Bolivia.* Doc. 1P-2, Segundo Seminario de la F.A.O. sobre Problemas de la Tierra, Montevideo, 1959. Cité par Thomas F. CARROLL, dans *Latin American Issues* (20th Century Fund, 1961), p. 177.

b) La petite propriété cultivée personnellement par le paysan et sa famille ;

c) La propriété moyenne plus étendue qui « sans avoir les caractères d'une entreprise capitaliste » est exploitée avec l'aide de salariés et dont la production est en grande partie destinée à la vente ;

d) La communauté indigène, telle que la reconnaissent les lois antérieures ;

e) La propriété coopérative qui peut être constituée par des petits ou des moyens propriétaires ou par les anciens travailleurs des grands domaines expropriés ;

f) Enfin, la grande entreprise agricole caractérisée par l'investissement d'importants capitaux, une main-d'œuvre nombreuse et des moyens d'exploitations mécaniques. Des décrets postérieurs devaient réglementer le fonctionnement de ces grandes entreprises agricoles.[13]

[13] VELLARD, J., *op. cit.*, pp. 206-207.

Il convient de signaler que la grande propriété n'est pas totalement exclue des nouvelles structures agraires. Toutefois, la dimension est considérablement réduite puisque les propriétaires qui exploitent une ferme avec leur famille devront se contenter de dimensions de l'ordre de 24 à 80 hectares dans les régions les plus riches.

D'autres dispositions sont intéressantes du point de vue géographique. Ainsi, l'étendue maximum de chaque type de propriété pourra varier avec la région et les caractéristiques des sols. C'est ainsi que la propriété des régions fertiles aura de 3 à 10 hectares mais pourra atteindre 35 hectares dans les régions semi-désertiques du haut-plateau. La moyenne propriété arrive à 24 hectares dans les régions des Youngas et de l'Oriente, mais peut atteindre 80 hectares dans les meilleures terres de la région du lac Titicaca et jusqu'à 350 hectares dans les régions pauvres et plus sèches. La grande exploitation est limitée à 80 hectares dans les Youngas, à 400 dans les régions du lac Titicaca et 800 hectares dans les régions de pâturage froides et de haute altitude de la *puna*.

Tous ces chiffres ne décrivent pas tous les détails prévus dans le plan de réforme agraire. Ils illustrent seulement le type de dispositions prises. Toutes les propriétés antérieures à la réforme agraire et qui se situaient en deça des normes nouvelles furent maintenues. Par contre, toutes les autres propriétés plus grandes, qui dépassaient les normes, devaient être confisquées et redistribuées.[14] Quelques exceptions furent faites pour les fermes appartenant à des organismes de l'État, aux universités et aux institutions religieuses à condition que celles-ci exploitent elles-mêmes leur terre. Le gouvernement bolivien, qui voulait bien faire les choses, a prévu un système de compensation pour les propriétaires dépossédés. Cela, c'est la théorie. En pratique, ce sont des organismes du gouvernement qui évaluent la propriété et, par conséquent, les prix sont uniformément fixés. Mais, le principe est sauf.

Pour appuyer le mouvement de la réforme agraire et pour en assurer le succès, le gouvernement bolivien a entrepris la création d'un nombre considérable d'organisations paysannes, de syndicats et de coopératives. C'est là peut-être un des aspects les plus intéressants de cette réforme agraire qui est destinée à doter les paysans pauvres et illettrés d'organismes économiques et techniques absolument indispensables à la réussite du développement de la Bolivie.

Quels ont été, en fait, les effets de la réforme agraire ? À court terme, il est indiscutable qu'elle a semblé précipiter la Bolivie dans un état de marasme économique. En effet, les productions agricoles ont presque toutes baissé dans les quatre ou cinq années qui ont immédiatement suivi l'application de la réforme.[15] Les grands propriétaires ont trop souvent organisé la résistance et ont boudé les nouvelles lois et les nouveaux décrets. Il ne fait pas de doute par conséquent que la mise en marche de la réforme agraire ait été lente et dif-

[14] En 1953, les 616 fermes de plus de 10,000 hectares chacune représentaient à elles seules une superficie à peu près égale aux 86,000 autres fermes du pays (CORREDOR et TORRES, *Transformación en el mundo rural latino-americano*, Fribourg et Bogotá, 1961, p. 22).

[15] Voir ANAYA, Ivan G., *Breve intento de análisis económico de Bolivia* (Imprenta universitaria, Cochabamba, 1958, 184 p.).

ficile. La pauvreté des masses paysannes, le faible degré d'instruction, l'impossibilité de renseigner adéquatement sur les objectifs de la réforme et sur les techniques de production ont signifié des difficultés considérables.

Pour devenir propriétaire et mettre en valeur leur ferme, un bon nombre de paysans ont dû s'endetter auprès des banques formées par l'État. Même si les taux d'intérêt prévus étaient faibles, en général ne dépassant pas 2%, il reste que les paysans ont eu l'impression de s'endetter indûment envers l'État. Et des querelles nombreuses ont surgi dans toutes les régions de la Bolivie entre des groupes d'Indiens, les uns plus favorisés par la distribution des terres, les autres moins contents de la répartition. Encore aujourd'hui on peut lire presque quotidiennement dans les journaux de la Bolivie le récit de batailles rangées qui ont lieu entre les groupes indigènes des diverses régions.

L'aspect le plus difficile de l'application de la réforme agraire est apparu du côté des communautés indigènes qui se sont violemment opposées à toutes modifications du régime de la propriété communautaire traditionnelle. Dix ans après la promulgation de la réforme agraire, on constate qu'un nombre insignifiant de communautés indigènes ont effectivement procédé à cette réforme. Une des grandes surprises a été l'opposition unanime à l'installation des coopératives. Il a donc fallu entreprendre d'éduquer les Indiens sur ces questions de coopératives avant de procéder à la véritable réforme agraire. Or, le gouvernement bolivien ne dispose pas de cadres d'enseignement adéquats et, par conséquent, cette éducation des masses paysannes est extrêmement lente à se faire. Aussi, dans la suite, le gouvernement bolivien a-t-il été amené à élargir son plan de réforme agraire. C'est ainsi par exemple que pour gagner peu à peu les Indiens, on a décidé de retarder la division des terres mais d'implanter graduellement des institutions nouvelles que les Indiens acceptent facilement et même avec enthousiasme. Des écoles, des hôpitaux et divers établissements de services dont les Indiens tirent profit ont été bien accueillis. Petit à petit l'esprit des Indiens semble évoluer vers une compréhension plus large des bons effets de la coopération.

Une autre mesure intéressante, développée parallèlement à la réforme agraire, a été l'établissement de plans de colonisation. En effet, il pouvait sembler un peu stupide de procéder à une réforme agraire dans un pays ou 2% seulement des sols cultivables sont effectivement occupés. Aussi, avec la collaboration d'organismes internationaux, le gouvernement bolivien a-t-il entrepris la colonisation de certaines régions du bas-pays oriental. C'est surtout autour de Santa Cruz que ces expériences de colonisation en cours donnent des résultats intéressants.[16] On a, par exemple, constaté que des groupes indigènes fortement acclimatés aux plateaux ont pu descendre dans le bas-pays, s'y adapter et réussir relativement bien l'expérience de la colonisation On peut chiffrer à 3,000 environ le nombre de familles qui se sont établies dans la région de Santa Cruz. Cela est un événement extrêmement important puisque, jusqu'à ces dernières

[16] Voir à ce sujet l'important article de J. Colin CROSSLEY, *Santa Cruz at the cross-roads. A study of development in Eastern Bolivia.* Dans *Tisdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, n° 8 (août) 1961, pp. 197-206) et n° 9 (sept. 1961, pp. 230-241).

années, on estimait volontiers, peut-être un peu à priori, que l'Indien des hauts-plateaux ne pouvait pratiquement pas s'adapter à un autre milieu sans de très graves inconvénients pour sa santé. En dehors des expériences de colonisation proprement dites, la Mission d'Action andine, établie il y a 8 ans, a entrepris d'installer des bases de toutes sortes dans toutes les régions du pays. Il s'agit de bases d'expérimentation à partir desquelles on a tiré des observations extrêmement précieuses sur la façon de procéder avec les Indiens, sur les techniques nécessaires au succès des expériences coopératives, etc. La Mission d'Action andine, organisée et maintenue en collaboration avec les Nations-Unies, a présentement six bases en Bolivie mais elle en possède également dans d'autres pays tels que l'Équateur, le Pérou, le Chili et l'Argentine.

Le bilan de la réforme agraire se présente donc avec à la fois des ombres au tableau et des succès indiscutables. On peut énumérer ainsi les principaux éléments de ce bilan :

- suppression quasi totale des grands domaines ;
- début d'émancipation des travailleurs ruraux ;
- maintien provisoire des communautés agraires indigènes ;
- établissement des écoles rurales, d'hôpitaux et de services divers ;
- création d'un grand nombre de coopératives qui jouent un rôle éducatif et économique précieux ;
- émigration de population des hauts-plateaux vers les régions basses de la partie orientale du pays ;
- participation sans cesse croissante des Indiens à la vie politique locale et nationale.

CONCLUSION

La réforme agraire entreprise en Bolivie en 1953 se présente donc comme une expérience qui a partiellement échoué. Elle a révélé l'inefficacité de mesures politiques absolues qui visent au réaménagement rural sans tenir compte suffisamment de la capacité de résistance des populations. Cette résistance paraît d'autant plus obstinée et efficace lorsque ces populations sont pauvres, établies solidement dans des traditions qui remontent très loin dans le temps, et lorsque ces populations forment des masses illettrées qu'il est extrêmement pénible de vouloir instruire et convaincre en un temps trop court surtout lorsqu'on manque des cadres et des techniques nécessaires à cette éducation.

Toutefois, le gouvernement bolivien n'a pas abandonné la tâche et il vient d'adopter, en 1962, un nouveau plan national de développement rural pour une période de 10 ans s'étendant entre 1962 et 1972. Ce plan national de développement rural prévoit un élargissement considérable de l'action entreprise par la réforme agraire. Tandis que la réforme agraire entreprise en 1953 avait surtout en vue la redistribution des terres, le nouveau plan de développement rural prévoit la transformation et le développement de la production, notamment des cultures de subsistance, et aussi la sélection des cultures et des éléments d'élevage qui peuvent le mieux fournir des produits aux marchés urbains croissants

du pays. On veut, par exemple, au cours des dix prochaines années augmenter le cheptel de 70,000 têtes de bétail bovin. On veut atteindre le chiffre de 85,000 porcs. On veut porter la production annuelle de lait à 50,000,000 de litres, et celle de la laine à 5,000 tonnes. On augmentera les pâturages de façon à nourrir ce bétail. Ce plan de développement se complète par des mesures d'ordre sanitaire, scolaire et culturel.

L'expérience des dix premières années de la réforme agraire aura donc servi à réorienter les efforts nationaux. Le coût total prévu de ce plan est de 47,000,000 de dollars U.S. et l'on prévoit que le gouvernement bolivien lui-même n'est en mesure d'en fournir que $5,000,000. Il faudra donc compter sur la collaboration internationale et sur des accords à réaliser avec des organismes internationaux et, dans certains cas aussi, des ententes directement à négocier avec des pays tels que les U.S.A. et peut-être l'U.R.S.S.

Sans doute la Bolivie devra-t-elle aussi pouvoir compter sur un certain assainissement du climat politique intérieur.[17] Cela est une question fort complexe d'autant plus que les influences extérieures exercées par les grandes puissances peuvent tout embrouiller. Chose certaine, le parti qui a fait la révolution de 1952 et qui a dans la suite imposé la nationalisation de l'industrie minière et la réforme agraire a perdu son « unité ». Le président, Victor Paz Estenssorro, réélu au début de 1964 alors qu'il était le seul candidat, avait plusieurs adversaires recrutés parmi ses anciens collaborateurs. Qu'il suffise de mentionner Siles Suazo, qui fut président de 1956 à 1960, et le vice-président, Juan Léchin, qui a surtout comme clientèle les ouvriers des mines et leurs dirigeants « communistes ». D'autres partis, en veilleuse depuis la révolution de 1952, semblent vouloir renaître et reformer la droite. Il n'est pas indifférent non plus de mentionner que l'armée nationale, abolie en 1952, réapparaît avec l'agrément du gouvernement qui sent le besoin de se protéger à l'occasion contre les milices formées chez les *obreros* et chez les *campesinos*. C'est d'ailleurs un militaire qui, à la fin de l'an dernier, a renversé le gouvernement de Paz Estenssorro.

Avant 1952, la vie économique et politique de la Bolivie tenait surtout à l'industrie minière qui, malgré les succès financiers d'un petit nombre, semblait ne pouvoir offrir aux masses que la misère et la pauvreté. Sans doute les masses boliviennes sont-elles toujours dans l'indigence et il est probable qu'elles n'en sortiront pas facilement. Mais il est indiscutable que le cours de l'histoire est changé depuis que les Indiens ont cessé d'être des *peones* pour devenir des *campesinos*. Et on ne peut douter que le cours de l'histoire soit irréversible.

ABSTRACT

One of the major impacts of the Bolivian revolution of 1952 was felt in the rural areas of this country where the campesinos *still represent two thirds of the total population. In the first part of this article the various agricultural regions of Bolivia are presented with their main characteristics : the* altiplano, *the* yungas

[17] Voir un excellent article récent de C. A. M. HENNESSY, *Shifting forces in the Bolivian revolution*, dans *The World Today*, mai 1964, vol. 20, n° 5, pp. 197-207.

and the lowlands of the Oriente. *The effects of the agrarian reform undertaken in January 1953 are then examined. During the first years of the reform the subdivision of properties contributed to extend a subsistence economy and there were movements of resistance from the major landowners as well as from the traditional Indian communities known as the* ayllus. *Colonization of the fertile Oriente, mainly in the region of Santa Cruz, was an alternative which had some interesting results. Despite its limited success the experience of agrarian reform has led the Government to undertake in 1962 a new ten-year plan whose objectives are the continuation of the agrarian reform together with expansion of agricultural productions and colonization.*